



## FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET

PAYS: Burundi et Region des Grand Lacs - 2016  
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1<sup>ER</sup> JANVIER – 31 DÉCEMBRE

### Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Fond de soutien au dialogue pour une résolution de la crise au Burundi  
Numéro du Programme (*le cas échéant*)  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> PBF/BDI/A-14, no 00100897

### Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: UNOPS

### Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: Bureau du Conseiller Spécial au Secrétaire-Général (OSASG)

### Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
**\$984,400**

Contribution gouvernementale (*le cas échéant*)  
**n/a**

Autres contributions (donateurs) (*le cas échéant*)  
**\$3,015,600 (à rechercher)**

**TOTAL:** \$4,000,000

### Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 12

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 13/06/2016

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup>  
(*jour/mois/année*) 31/05/2017

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 31/05/2017

### Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

### Rapport soumis par

Nom: Jamal Benomar

Titre: Special Adviser to the Secretary-General

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Organisation participante (principale): OSASG  
Courriel: [benomar@un.org](mailto:benomar@un.org)

## PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

**Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:**

**Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.** Le dialogue national est renforcé pour une meilleure cohésion sociale

**Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.** 1. Les acteurs politiques et de la société civile, incluant les jeunes et les femmes participent au dialogue national à travers des mécanismes et des procédures inclusifs permettant un partenariat et un dialogue politique au niveau national; 2. Une feuille de route du dialogue politique adoptée et mise en œuvre.

**Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour:** en decalage

**Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.**

**Description du résultat 1:** Complémentarité entre les différentes approches au Burundi est assurée

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en decalage

#### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Produit 1.1. Les partenaires au niveau de la sous-région, la région et les Nations unies s'accordent et mettent en œuvre un plan d'action qui peut contribuer à résoudre la situation actuelle:

- Les organisations sous-régionales, régionales et internationales ont demandé à toutes les parties prenantes burundaises de s'engager dans un dialogue inter-burundais inclusif.
- Les partenaires n'ont pas encore convenu des éléments d'une approche commune pour le soutien au processus politique au Burundi.

Produit 1.2. Mécanismes conjoints de facilitation sont établis:

- L'Union Africaine (UA) / OSASG sont prêts à fournir un appui technique et substantiel à l'équipe de Facilitation de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et ont suggéré de créer un Secrétariat conjoint.
- La CAE a souligné que le dialogue est sous l'égide de la CAE et qu'ils préfèrent des arrangements de coordination ad hoc, avec l'appui de l'UA / OSASG sur demande.

#### État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il*

*de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Malgré l'absence de progrès dans la mise en œuvre des activités du projet, la théorie de changement - "Un processus de dialogue efficace et crédible conduit à l'identification des étapes nécessaires pour réduire les tensions, renforcer la confiance et construire une base pour faire face aux conditions qui donnent lieu à des motifs répétés de conflit. Les partenaires nationaux, régionaux et internationaux harmonisent leur approche et conviennent à un mécanisme viable et efficace en vue de coordonner leurs efforts" - est toujours valable.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

- Les membres des organisations régionales et la communauté internationale n'ont pas encore adopté une approche commune pour résoudre le conflit. Dans ses résolutions 2279 (2016) et 2303 (2016), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général, grâce aux bons offices de son Conseiller spécial de soutenir le dialogue inter-burundais et à cet égard de se concerter et d'œuvrer avec la médiation et la facilitation menées par la CAE et approuvées par l'UA, et de fournir un appui technique et fonctionnel à la médiation. Depuis sa création, dans le cadre de son mandat, OSASG a consulté toutes les parties concernées du Burundi ainsi que les partenaires régionaux et internationaux, afin de souligner qu'il est prêt à soutenir le processus de dialogue inter-burundais mené sous l'égide de la CAE. L'OSASG aussi continue de maintenir une relation de travail étroite avec le bureau de l'UA sur le terrain.

- L'UA / OSASG continuent à coopérer avec le Facilitateur de la CAE, pour discuter du processus de dialogue, des arrangements de coordination et d'identifier les possibilités d'activités qui seront soutenues par le fonds.

**Description du résultat 2:** Création d'un processus de dialogue politique crédible, transparent et inclusif est créée et contribue au retour à la paix et la stabilité dans le pays

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Produit 2.1. Les autorités nationales et des autres parties prenantes Burundais acceptent de participer dans le dialogue:

- Il y avait deux séances de consultations bilatérales avec les acteurs burundais, organisées par la CAE, en mai et en juillet de cette année à Arusha. Un dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes doit encore commencer.

Produit 2.2. Les femmes et les jeunes apportent leur contribution au dialogue:

- Des groupes de femmes -proche au gouvernement et proche à l'opposition- ont été invités à participer aux séances de dialogue en mai et juillet.

Produit 2.3. Un dialogue politique est entamé qui est crédible, transparent et inclusif et contribue au retour à la paix et la stabilité dans le pays:

- Les participants ne se sont pas encore entendus sur des questions de conception/structure (y compris la question de la participation) et le programme du dialogue.

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Malgré l'absence de progrès dans la mise en œuvre des activités du projet, la théorie de changement - "Un processus de dialogue efficace et crédible conduit à l'identification des étapes nécessaires pour réduire les tensions, renforcer la confiance et construire une base pour faire face aux conditions qui donnent lieu à des motifs répétés de conflit. Les partenaires nationaux, régionaux et internationaux harmonisent leur approche et conviennent à un mécanisme viable et efficace en vue de coordonner leurs efforts" - est toujours valable.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

- Progrès dans la création d'un processus de dialogue politique dépendra de l'engagement de toutes les parties prenantes à s'engager dans un dialogue inclusif. Il est aussi dépendant de lancement des activités par la CAE. Les deux séances de consultations avec les acteurs burundais, organisées par la CAE en mai et en juillet, ont porté sur les questions de procédure plutôt que sur des questions de fond. Les participants ne sont pas encore d'accord sur la structure (y compris la question de la participation) du dialogue. Le Gouvernement du Burundi a rejeté tout engagement avec ceux qui, selon elle, ont été impliqués dans la tentative de coup d'Etat de 2015 et concentre ses efforts sur le dialogue national dirigé par la Commission nationale du dialogue inter-burundais (CNDI). Une partie de l'opposition politique reste en exil. Le Facilitateur de la CAE a partagé un projet de liste des points de l'ordre du jour avec les parties prenantes burundaises, qui doivent encore s'entendre sur un ordre du jour définitif.

- L'UA / OSASG continuent à coopérer avec le Facilitateur de la CAE, pour discuter du processus de dialogue, des arrangements de coordination et d'identifier les possibilités d'activités qui seront soutenues par le fonds.

### **Description du résultat 3:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière*

évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

#### **Description du résultat 4:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

#### **État d'avancement des produits**

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

#### **État d'avancement du résultat**

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

### **1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée**

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Les organisations régionales et les Nations unies, respectivement, ont adopté des décisions, demandant à toutes les parties prenantes burundaises de s'engager dans un dialogue inter-burundais inclusif. Cependant, la région et la communauté internationale n'ont pas réussi à s'entendre sur une approche commune pour résoudre le conflit.</li><li>- L'UA/OSASG ont partagé des propositions d'un appui technique et substantiel à l'équipe de Facilitation de la CAE. L'UA / OSASG a suggéré à la Facilitation de la CAE de créer un Secrétariat conjoint. Le Secrétariat et la Facilitation de la CAE ont souligné que le dialogue est sous l'égide de la CAE et qu'ils préfèrent des arrangements de coordination ad hoc.</li><li>- Les autorités burundaises et l'opposition politique ne sont pas encore d'accord sur la structure et le programme du dialogue. Un</li></ul>
--	--

	dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes doit encore commencer.
<u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)	N/A
<u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Union européenne a fourni des fonds pour les deux dernières sessions du processus de dialogue inter-burundais à Arusha.</li> <li>- La Chine a contribué 200 000 dollars au Secrétariat de la CAE pour soutenir le processus de dialogue inter-burundais.</li> <li>- Le Sommet des Chefs d'États de la CAE a chargé l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est d'examiner et d'approuver un fonds de soutien au dialogue.</li> </ul>
<u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)	N/A
<u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes:</u> La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'égalité entre les sexes reste l'un des objectifs du projet.</li> <li>- Des groupes de femmes -proches au gouvernement et proches à l'opposition- ont été invités à participer aux séances de dialogue en mai et juillet de cette année. Il est prévu que leurs contributions soient intégrées dans le dialogue.</li> </ul>

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Indicateur de départ</b>	<b>Indicateur cible de fin de projet</b>	<b>État d'avancement de l'indicateur actuel</b>	<b>Raisons du changement / délai (le cas échéant)</b>	<b>Indicateur cible rectifié (le cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Complémentarité entre les différentes approches au Burundi est assurée	Indicateur 1.1 Les organisations de la sous-région, région, et internationales sont capables de communiquer une position unie sur la résolution de la crise au Burundi	La CAE, l'UA et l'ONU travaillent ensemble pour renforcer l'efficacité de leurs interventions	La CAE, l'UA et l'ONU sont d'accord sur un plan d'action qui bénéficie d'un consensus et est mis en œuvre	- Les organisations régionales et les Nations unies, respectivement, ont adopté des décisions, demandant à toutes les parties prenantes burundaises de s'engager dans un dialogue inter-burundais inclusif.		N/A
	Indicateur 1.2					
<b>Produit 1.1</b> Les partenaires au niveau de la sous-région, la région et les Nations	Indicateur 1.1.1 Un consensus sur le Burundi est établi entre les organisations sous-régionales, régionales et internationales	Les membres des organisations régionales ont des perspectives différentes sur le Burundi	Les décisions des organisations régionales sont avalisées par le Conseil de sécurité des Nations Unies	- Les membres des organisations régionales ont encore des perspectives différentes sur le Burundi.		N/A



Unies s'accordent et mettent en œuvre un plan d'action qui peut contribuer à résoudre la situation actuelle	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Mécanismes conjoints de facilitation sont établies	Indicateur 1.2.1 Existence des Mécanismes conjoints fonctionnels	Mécanismes conjoints ne sont pas encore activés	Mécanismes conjoints sont créés avec la participation des acteurs régionaux	- L'UA / OSASG a suggéré à la Facilitation de la CAE de créer un Secrétariat conjoint. - La CAE a souligné que le dialogue est sous l'égide de la CAE et qu'ils préfèrent des arrangements de coordination ad hoc, avec l'appui de l'UA / OSASG sur demande.		- Compte tenu de la préférence exprimée par la Facilitation de la CAE, l'objectif serait d'établir un mécanisme de coordination structuré plutôt qu'un mécanisme conjoint
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					

<b>Résultat 2</b> Création d'un processus de dialogue politique crédible, transparent et inclusif est créée et contribue au retour à la paix et la stabilité dans le pays	Indicateur 2.1 Une feuille de route du dialogue politique adoptée et mise en œuvre	Il n'y a actuellement pas de dialogue entre les autorités burundaises et l'opposition politique	La mise en œuvre de la feuille de route conduit au retour à la paix et la stabilité dans le pays	- Les deux séances de consultations avec les acteurs burundais, organisées par la CAE en mai et en juillet de cette année à Arusha, ont porté sur les questions de procédure plutôt que sur des questions de fond.		N/A
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1 Les autorités nationales et des autres parties prenantes Burundais acceptent de participer dans le dialogue	Indicateur 2.1.1 Les participants au dialogue se mettent d'accord sur la structure et programme du dialogue	Les participants ne sont pas encore d'accord sur la structure et programme du dialogue	Les autorités burundaises et l'opposition politique conviennent de se rencontrer au sein d'un dialogue politique	- Le Facilitateur de la CAE a partagé un projet de liste des points de l'ordre du jour avec les parties prenantes burundaises, qui doivent encore s'entendre sur un ordre du jour définitif.		N/A
	Indicateur 2.1.2					N/A
	Indicateur 2.2.1	Les femmes et les	Les contributions	- Des groupes de		N/A

Produit 2.2 Les femmes et les jeunes apportent leur contribution au dialogue	Les demandes des femmes et des jeunes sont soumises et abordées au cours du dialogue	jeunes ne sont pas assez associés au dialogue politique	pertinentes des femmes et des jeunes sont intégrées au dialogue	femmes -proches au gouvernement et proche à l'opposition- ont été invités à participer aux séances de dialogue en mai et juillet.		
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3 Un dialogue politique est entamé qui est crédible, transparent et inclusif et contribue au retour à la paix et la stabilité dans le pays	Indicateur 2.3.1 Toutes les tendances politiques sont autour de la même table de dialogue	Contacts entre les parties prenantes sont rares	Le résultat du dialogue reflète la volonté des participants de toutes les tendances politiques	- Les participants ne sont pas encore d'accord sur la structure (y compris la participation) et programme du dialogue.		N/A
	Indicateur 2.3.2					
<b>Résultat 3</b>	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					

Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

## **PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

### **2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Progrès du projet est dépendant des développements du dialogue politique mené sous l'égide de la CAE. En l'absence de lancement des activités par la CAE en termes de dialogue de fond, les activités du projet sont restées en attente. Les acteurs ne sont pas encore d'accord sur la structure (y compris la question de la participation) et le programme du dialogue. Le Gouvernement du Burundi exprime l'engagement à l'égard du processus de dialogue mené par la CAE et, en même temps, concentre ses efforts sur le dialogue national dirigé par la CNDI. Une partie de l'opposition politique reste en exil.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Les membres des organisations régionales et la communauté internationale n'ont pas encore convenu des éléments d'une approche commune pour le soutien au processus de dialogue visant à trouver une solution politique à la crise au Burundi. Une vision commune et un consensus sur le Burundi donnerait un élan au processus de dialogue.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Compte tenu des besoins parfois urgents de l'équipe de facilitation de la CAE, les services de gestion de projet de l'UNOPS doivent être opérationnels pour répondre un temps opportun. L'efficacité de la gestion du projet dépendra également du respect des délais pour le partage des données nécessaires par l'équipe de la Facilitation de la CAE avec l'UNOPS.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

### **2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

*Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).*

## **PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION**

### **3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires**

*Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage*

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Progrès du projet PBF «Fond de soutien au dialogue pour une résolution la crise au Burundi» (OSASG/UNOPS) est dépendant des développements du dialogue politique mené sous l'égide de la CAE. La mise en œuvre du projet est en attente de lancement des activités.

OSASG continue à coopérer avec le facilitateur de la CAE, pour discuter du processus de dialogue et d' identifier les possibilités d'activités qui seront soutenues par le fonds.

Veuillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
<b>Résultat 1: Complémentarité entre les différentes approches au Burundi des pays de la sous-région</b>					
Produit 1.1	Les partenaires au niveau sous régional, régional et les Nations unies s'accordent et mettent en œuvre un plan d'action qui peut contribuer à résoudre la crise actuelle		\$240,000	\$0	
Produit 1.2	Des mécanismes conjoints de facilitation sont établis		\$50,000	\$0	
Produit 1.3					
<b>Résultat 2: Création d'un forum de dialogue politique qui est crédible, transparent et inclusif</b>					
Produit 2.1	Les autorités nationales et les autres parties prenantes Burundais acceptent de participer au dialogue		\$110,000	\$0	

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Produit 2.2	Les femmes et les jeunes apportent leur contribution effective au dialogue		\$190,000	\$0	
Produit 2.3	Un dialogue politique est entamé qui soit crédible, transparent, inclusif et contribue au retour à la paix et la stabilité dans le pays		\$277,920	\$0	
Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):*

Concernant la mise en œuvre et la gestion du projet, OSASG a conclu un accord avec Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour l'administration des fonds (à une charge de 7%), y compris: les dispositions relatives aux déplacements des participants et des fournisseurs de service (billetterie, habilitation de sécurité du personnel), l'achat et les services logistiques (transports, douanes, assurances); et recrutement (administration des contrats, rémunération et autres droits au paiement).

Dans le cadre de son mandat, OSASG continue de maintenir une relation de travail étroite avec le bureau de l'UA au Burundi. L'UA/OSASG ont partagé des propositions d'un appui technique et substantiel à l'équipe de Facilitation. Cependant, l'équipe de la Facilitation de la CAE n'a pas encore fait de demande formelle (partageant des données nécessaires) d'utiliser les fonds. OSASG continue à coopérer avec le Facilitateur de la CAE, pour discuter du processus de dialogue et d'identifier les possibilités d'activités qui seront soutenues par les fonds.

OSASG suit aussi de près les activités des autres projets de soutien au dialogue inclusive. Suite à la décision prise par le Gouvernement du Burundi en octobre de suspendre la collaboration avec le HCDH, le projet du HCDH ne progresse pas; le projet de dialogue du PNUD n'a pas été approuvé par le Gouvernement; et il n'y a pas encore d'activités concrètes à coordonner avec le projet ONU FEMMES.

En conclusion, la mise en œuvre effective du projet dépendra de l'engagement de toutes les parties prenantes dans un dialogue inclusif sous l'égide de la CAE. Elle dépendra également du lancement des activités par la Facilitation de la CAE et une demande formelle d'utiliser les fonds.